

Repères & Analyses

Les Dossiers de Pôle emploi services



Le dynamisme de l'emploi en Île-de-France

Quels rôles de la structure économique et des facteurs régionaux ?

Note méthodologique

La méthode shift-share permet d'étudier les disparités de la croissance de l'emploi entre les régions. Cette analyse met en évidence trois effets qui composent l'évolution de l'emploi :

- **l'effet d'environnement** : il représente l'évolution des effectifs salariés en Île-de-France si cette dernière disposait de la même structure d'activité et des mêmes facteurs locaux que la province.
- **l'effet de structure** : il est lié aux structures productives régionales. En d'autres termes, si l'effet de structure est positif, cela signifie que la région possède des secteurs d'activité qui sont caractérisés par des créations d'emplois ou qu'elle est peu engagée dans des activités ayant enregistré des destructions d'emplois. À l'inverse, si l'effet de structure est négatif, cela reflète que, dans la région, il y a peu d'activités créatrices d'emplois ou bien que les secteurs d'activité enregistrent de fortes pertes d'emplois.
- **l'effet spécifique** : il mesure l'impact de tous les facteurs spécifiques à la région qui ont une conséquence sur la croissance de l'emploi hormis la structure des activités. Si l'effet est positif, cela signifie que les facteurs spécifiques à la région (par ex. : le dynamisme et les performances des entreprises de la région, l'efficacité des politiques publiques en matière d'emploi, etc.) favorisent la création d'emploi. À l'inverse, un effet négatif met en évidence que les facteurs spécifiques à la région ont un effet délétère sur la croissance de l'emploi.

Au final, la somme de ces effets représente l'évolution de l'emploi dans la région étudiée.

De 1999 à 2009, les effectifs salariés ont progressé plus rapidement en province qu'en Île-de-France

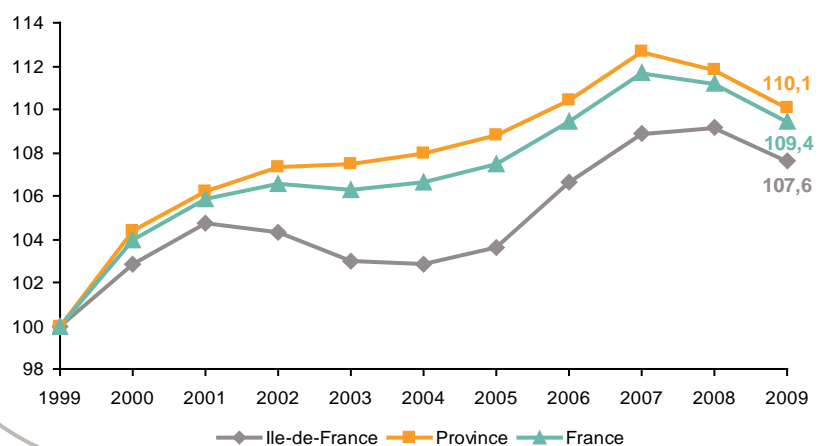
Les évolutions des effectifs salariés franciliens ne suivent pas forcément les mêmes cycles que ceux observés dans les autres régions. Entre 1999 et 2009, l'emploi salarié a moins progressé en Île-de-France (+ 7,6 %) qu'en province (+ 10,1 %).

Cette tendance n'est cependant pas linéaire puisqu'elle provient principalement des diminutions du nombre de salariés

enregistrées entre 2002 et 2004 en Île-de-France. Pendant ces années, le nombre de salariés des autres régions restait stable. Le décrochage entre l'Île-de-France et les autres régions est nettement visible sur le graphique ci-dessous.

Au contraire, après 2004, les effectifs salariés de la région capitale ont augmenté plus rapidement que ceux de la province et n'ont décliné qu'en 2009, alors que de nombreuses régions subissaient déjà en 2008 les premiers effets de la crise économique.

Évolutions de l'emploi salarié total entre 1999 et 2009 en Île-de-France, en province et en France
(Base 100 au 31 décembre 1999)



Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

Il peut être intéressant de savoir si les évolutions de l'emploi en Île-de-France sont dues à des caractéristiques régionales ou bien à des facteurs externes. Cela peut être analysé grâce à la méthode shift-share traditionnelle qui permet d'étudier les disparités de la croissance de l'emploi entre les régions. Cette analyse consiste à calculer des effets d'environnement, de structure et spécifique (cf. note méthodologique) à partir des deux années extrêmes d'une période donnée (ici entre 1999 et 2009).

Mais il existe une méthode shift-share dite dynamique (Barff & Knight, 1988)* qui permet une analyse plus fine, c'est-à-dire qu'au lieu de calculer les effets entre les deux années extrêmes de la période, cette analyse est appliquée chaque année tout au long de la période. L'évolution globale sur la période est calculée en faisant la somme par effet pour chaque année. Cette méthode dynamique, qui est utilisée dans ce document, permet donc d'observer plus précisément les évolutions des effectifs sur toute la période.

* R. Barff & P. Knight. (1988). *Dynamic Shift-share Analysis. Growth and Change*. 19 (2). pp 1-10.

Application de la méthode shift-share à l'emploi salarié : résultats globaux

L'analyse shift-share est appliquée à la région Île-de-France en prenant comme référentiel la province.

Shift-share dynamique sur l'emploi salarié en Île-de-France entre 1999 et 2009

Années	Effet de structure	Effet spécifique	Effet d'environnement	Variation globale de l'emploi
99/00	35 928	-96 089	166 970	106 808
00/01	19 158	-14 964	69 292	73 487
01/02	22 019	-80 531	41 973	-16 540
02/03	11 407	-65 683	3 230	-51 046
03/04	34 277	-57 989	17 934	-5 778
04/05	49 983	-49 510	30 130	30 603
05/06	20 437	33 653	59 598	113 688
06/07	4 047	-1 788	83 021	85 279
07/08	14 190	29 741	-31 165	12 767
08/09	18 950	-12 556	-65 837	-59 443
Total	230 395	-315 716	375 146	289 825

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

L'Île-de-France a une structure économique composée d'activités dynamiques...

Pour chaque année, de 1999 à 2009, l'effet de structure est positif. Cela signifie que, par rapport à la province, l'Île-de-France est plus riche en activités créatrices d'emplois ou qu'elle est sous-représentée dans les secteurs qui perdent des emplois. Cette caractéristique de la région francilienne a contribué de façon positive à la croissance de l'emploi (+ 230 400 postes de travail).

... mais sa croissance est freinée par des spécificités locales...

Par ailleurs, hormis en 2006 et 2008, l'effet spécifique à la région capitale est défavorable à l'évolution positive du nombre de salariés franciliens. Cet effet regroupe l'ensemble des facteurs - à l'exception de la structure d'activité - qui ont un impact sur la croissance de l'emploi. Cela signifie que si l'Île-de-France avait été soumise aux mêmes facteurs que la province, la région aurait enregistré, sur dix ans, 315 700 emplois supplémentaires.

... d'où une évolution de l'emploi plus faible en Île-de-France qu'en province

Malgré ce qui est observé en 2008 et 2009, l'effet d'environnement est positif sur toute la période étudiée. Cela signifie que si l'Île-de-France avait affiché la même évolution de l'emploi et la même structure que la province, sur dix ans, ses effectifs auraient augmenté de 375 100 salariés au lieu de 289 800. Cette différence s'explique par le fait que la hausse liée à l'effet de structure n'arrive pas à compenser la baisse liée à l'effet spécifique.

Application de la méthode shift-share à l'emploi salarié : résultats par secteur d'activité

Pour analyser plus précisément l'évolution de l'emploi salarié en Île-de-France, la méthode shift-share a été appliquée, dans un premier temps, aux trois principaux secteurs d'activité de l'Île-de-France.

Les résultats sont présentés suivant les trois effets : de structure, spécifique et d'environnement.

Par la suite, la méthode shift-share a été appliquée aux secteurs de l'industrie et

du tertiaire, selon une nomenclature des activités plus fine. Les résultats présentent la somme par effet pour chaque année de 1999 à 2009.

Évolutions de l'emploi salarié par grand secteur entre 1999 et 2009 en Île-de-France et en province

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Industrie	Île-de-France	-1,9%	-1,1%	-3,3%	-4,3%	-4,0%	-3,2%	-0,8%	-3,8%	-2,9%	-4,8%
	Province	2,6%	0,1%	-2,2%	-2,5%	-2,3%	-2,3%	-1,5%	-0,5%	-2,5%	-5,2%
Construction	Île-de-France	0,6%	1,3%	-0,7%	-0,7%	-0,4%	2,0%	3,3%	6,1%	1,9%	-1,5%
	Province	5,5%	2,3%	0,7%	1,4%	2,2%	4,1%	5,1%	4,6%	0,3%	-3,2%
Tertiaire	Île-de-France	3,9%	2,5%	0,1%	-0,8%	0,5%	1,3%	3,4%	2,7%	0,6%	-1,0%
	Province	5,0%	2,4%	2,5%	1,0%	1,3%	1,5%	2,1%	2,6%	-0,3%	-0,1%

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

Effets par grand secteur d'activité et par an : cadre général

Effet de structure par an pour les trois principaux secteurs d'activité en Île-de-France

Effet de structure	Industrie	Tertiaire	Construction
99/00	-9 186	50 219	-4 969
00/01	-1 346	22 845	-2 316
01/02	11 051	11 563	-750
02/03	12 300	570	-1 484
03/04	13 543	23 061	-2 383
04/05	12 368	42 084	-4 635
05/06	7 725	18 989	-6 266
06/07	1 061	9 325	-6 406
07/08	10 940	3 703	-451
08/09	26 635	-12 264	4 535
Total	85 091	170 095	-25 124
<i>Évolution de l'emploi de 1999 à 2009</i>	-155 125	415 031	29 898

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

En Île-de-France, les structures économiques de l'industrie et du tertiaire sont favorables à la création d'emploi

Pour la construction, l'effet de structure est négatif de 1999 à 2008. Cela signifie ici que ce secteur est sous-représenté en

Île-de-France. Si la structure d'emploi dans la construction avait été la même qu'en province, l'Île-de-France aurait enregistré 25 100 postes de travail supplémentaires en dix ans.

En revanche, depuis 2002 pour l'industrie

et de 1999 à 2008 pour le tertiaire, les effets de structure sont positifs ainsi que le total sur dix ans. Cela a permis, en dix ans, de freiner la baisse des effectifs dans l'industrie (+ 85 100 emplois) et d'accélérer la hausse du nombre de salariés pour le tertiaire (+ 170 100 postes de travail).

Effet spécifique par an pour les trois principaux secteurs d'activité en Île-de-France

Effet spécifique	Industrie	Tertiaire	Construction
99/00	-29 850	-54 344	-11 827
00/01	-6 190	-6 403	-2 315
01/02	-5 501	-71 493	-3 543
02/03	-9 949	-50 705	-5 006
03/04	-11 623	-40 135	-6 310
04/05	-6 320	-38 380	-4 890
05/06	3 157	34 802	-4 314
06/07	-14 990	9 376	3 680
07/08	-990	26 407	4 394
08/09	317	-17 347	4 556
Total	-81 938	-208 222	-25 574
<i>Évolution de l'emploi de 1999 à 2009</i>	-155 125	415 031	29 898

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

En Île-de-France, les facteurs locaux freinent le développement des emplois dans les trois principaux secteurs

Pour les trois grands secteurs, l'effet spécifique total est négatif. Dans l'industrie, sur dix ans, cet effet contribue à accroître la baisse du nombre de salariés de ce

secteur (- 81 900 salariés). Cela, malgré des facteurs locaux (hors structure), en 2006 et en 2009, favorables à la création d'emploi.

En revanche, comme l'évolution de l'emploi est positive pour le tertiaire et pour la construction, l'effet spécifique ne fait que

ralentir la croissance du nombre de salariés dans ces secteurs (- 208 200 emplois pour le tertiaire et - 25 600 postes de travail pour la construction). Il est à noter que depuis 2007 pour la construction et entre 2006 et 2008 pour le tertiaire, les facteurs locaux favorisent l'augmentation du nombre de salariés.

Effet d'environnement par an pour les trois principaux secteurs d'activité en Île-de-France

Effet d'environnement	Industrie	Tertiaire	Construction
99/00	28 094	120 451	18 268
00/01	1 413	59 899	7 845
01/02	-24 216	63 913	2 477
02/03	-26 302	24 651	4 907
03/04	-23 332	33 573	7 760
04/05	-22 185	38 053	14 451
05/06	-14 733	55 573	18 756
06/07	-4 606	69 702	18 098
07/08	-23 468	-8 990	1 305
08/09	-48 943	-3 668	-13 270
Total	-158 277	453 158	80 597
<i>Évolution de l'emploi de 1999 à 2009</i>	-155 125	415 031	29 898

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

Le tertiaire et la construction créent moins d'emplois qu'en province et l'industrie perd moins d'emplois que sur le reste du territoire national

Les secteurs du tertiaire et de la construction affichent des effets d'environnement totaux positifs même si à partir de 2008 pour le tertiaire et en 2009 pour la construction, cet effet est négatif. Cela signifie que

si l'évolution de l'emploi et la structure économique en Île-de-France avaient été les mêmes qu'en province, en dix ans, le tertiaire aurait enregistré une augmentation de ses effectifs de 453 200 salariés au lieu de 415 000 et la construction 80 600 salariés au lieu de 29 900. De fait, de 1999 à 2009 pour ces deux secteurs, la croissance de l'emploi en Île-de-France est plus faible qu'en province.

Dès 2002, l'industrie affiche chaque année un effet d'environnement négatif. L'effet d'environnement total pour ce secteur est également négatif. Même si l'évolution de l'emploi dans l'industrie est négative, celle-ci est moins significative qu'en province (- 155 100 emplois en Île-de-France contre - 158 300 salariés pour l'effet d'environnement).

Les activités de l'industrie

Globalement, l'effet «Île-de-France» ralentit la baisse générale des effectifs dans l'industrie

À l'inverse de l'effet spécifique, l'effet de structure est favorable à la création d'emploi dans l'industrie. Cet effet «Île-de-France» ne compense pas l'effet négatif d'environnement mais ralentit tout de même la diminution des effectifs dans ce secteur.

La «fabrication de textiles, industrie de l'habillement, cuir et chaussures» est l'activité la plus favorisée par cet effet «Île-de-France»...

La «fabrication de textiles, industrie de l'habillement, cuir et chaussures» est le secteur dont l'effet «Île-de-France» contribue le plus favorablement à l'évolution de l'emploi (+ 24 500 postes de travail). Cependant, cette activité perd 17 900 emplois parce que l'évolution propre à la région francilienne n'a pas suffi à contrebalancer la baisse nationale du nombre de salariés dans ce secteur.

Le constat est identique pour la «fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques» et la «fabrication d'équipements électriques».

... et la «fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques» est l'activité la plus défavorisée par cet effet «Île-de-France»

Cependant, certaines activités de l'industrie enregistrent des effets «Île-de-France» négatifs. L'activité qui enregistre la contribution la plus négative liée à l'effet «Île-de-France» est la «fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques» (- 16 500 emplois). Vient ensuite l'«industrie pharmaceutique» (- 7 700 postes de travail) et la «fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac» (- 6 000 emplois).

Analyse shift-share dynamique sur les activités de l'industrie (NAF A38)

Activité NAF A38	Effet de structure	Effet spécifique	Effet «Île-de-France» (structure + spécifique)	Effet d'environnement	Évolution de l'emploi
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	20 919	3 553	24 472	-42 350	-17 878
Fabr. de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres prod. minéraux non métalliques	11 386	-3 699	7 687	-14 816	-7 129
Fabrication d'équipements électriques	5 718	-1 294	4 424	-9 560	-5 136
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	761	3 643	4 404	2 428	6 832
Fabrication de matériels de transport	932	2 302	3 234	-5 470	-2 236
Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	16 818	-14 953	1 865	-22 653	-20 788
Industries extractives	1 860	-1 765	95	-2 674	-2 579
Cokéfaction et raffinage	-59	-510	-569	150	-419
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	10 565	-11 987	-1 422	-18 286	-19 708
Industrie chimique	1 744	-3 274	-1 530	-8 229	-9 759
Fabrication de machines et équipements n.c.a.*	6 356	-8 063	-1 707	-9 694	-11 401
Production et distribution d'eau- assainissement, gestion des déchets et dépollution	-1 923	-1 850	-3 773	9 587	5 814
Autres industries manufacturières- réparation et installation de machines et d'équipements	12 417	-16 193	-3 776	-24 041	-27 817
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 444	-7 437	-5 993	-1 953	-7 946
Industrie pharmaceutique	1 164	-8 884	-7 720	1 393	-6 327
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	-5 014	-11 528	-16 542	-12 110	-28 652

* n.c.a. : non classée ailleurs.

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

Les activités du tertiaire

Globalement, l'effet «Île-de-France» ralentit la croissance de l'emploi dans le tertiaire, à l'inverse de l'effet externe

Les facteurs internes ont des effets contrastés sur l'emploi dans le tertiaire. Alors que l'effet de structure contribue à 170 100 emplois sur dix ans, l'effet spécifique est négatif (- 208 200 emplois). L'effet d'environnement, facteur externe à la région, aurait quant à lui permis de créer 453 200 postes de travail à la place de 415 000 si les effets internes avaient été nuls.

Les «activités informatiques et services d'information» sont favorisées par l'effet Île-de-France

L'effet régional est favorable aux «activités informatiques et services d'information» ainsi qu'aux «activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques». C'est en particulier l'effet de structure qui permet à ces secteurs d'être dynamiques. L'effet «Île-de-France» profite également aux «transports et entreposage». Pour ce secteur, ce sont les facteurs locaux (hors structure) qui permettent la croissance de l'emploi.

L'emploi dans le «commerce, réparations d'automobiles et de motocycles», freiné par l'effet Île-de-France

La région est caractérisée par un effet spécifique négatif dans le «commerce, réparations d'automobiles et de motocycles» (- 72 000). L'effet «Île-de-France» freine également le développement des emplois dans l'«hébergement médico-social et action sociale sans hébergement» par un mauvais positionnement : l'effet de structure atteint - 44 100 emplois.

Analyse shift-share dynamique sur les activités du tertiaire (NAF A38)

Activité NAF A38	Effet de structure	Effet spécifique	Effet «Île-de-France» (structure + spécifique)	Effet d'environnement	Évolution de l'emploi
Activités informatiques et services d'information	78 175	-21 685	56 490	24 686	81 176
Activités jurid., comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses tech.	57 834	-12 326	45 508	56 684	102 192
Transports et entreposage	-8 165	43 787	35 622	31 819	67 441
Activités de services administratifs et de soutien	19 784	9 725	29 509	59 943	89 452
Télécommunications	30 108	-21 006	9 102	5 403	14 505
Hébergement et restauration	11 029	-2 418	8 611	41 455	50 066
Enseignement	-225	4 349	4 124	10 360	14 484
Activités des ménages en tant qu'employeurs	1 802	-40	1 762	-1 935	-173
Activités extra-territoriales	123	-92	31	66	97
Recherche-développement scientifique	5 323	-6 114	-791	4 049	3 258
Arts, spectacles et activités récréatives	5 392	-6 414	-1 022	13 014	11 992
Autres activités de services	419	-4 142	-3 723	9 754	6 031
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	5 551	-13 776	-8 225	3 013	-5 212
Activités pour la santé humaine	-5 770	-4 644	-10 414	19 151	8 737
Administration publique	-8	-12 397	-12 405	1 971	-10 434
Edition, audiovisuel et diffusion	-19 972	-2 158	-22 130	-6 186	-28 316
Activités financières et d'assurance	28 247	-55 973	-27 726	19 755	-7 971
Activités immobilières	7 317	-39 106	-31 789	2 077	-29 712
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	-44 058	5 378	-38 680	87 871	49 191
Commerce-réparation d'automobiles et de motocycles	-2 811	-69 169	-71 980	70 207	-1 773

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

Application de la méthode shift-share à l'emploi salarié : résultats par département

L'analyse shift-share est appliquée à chaque département d'Île-de-France en prenant comme référentiel la région.

Paris, une exception parmi les départements franciliens

De 1999 à 2009, Paris et le Val-de-Marne sont les seuls départements de la région qui enregistrent des effets de structure positifs (respectivement : + 42 600 et + 2 000 emplois créés grâce à leur structure économique).

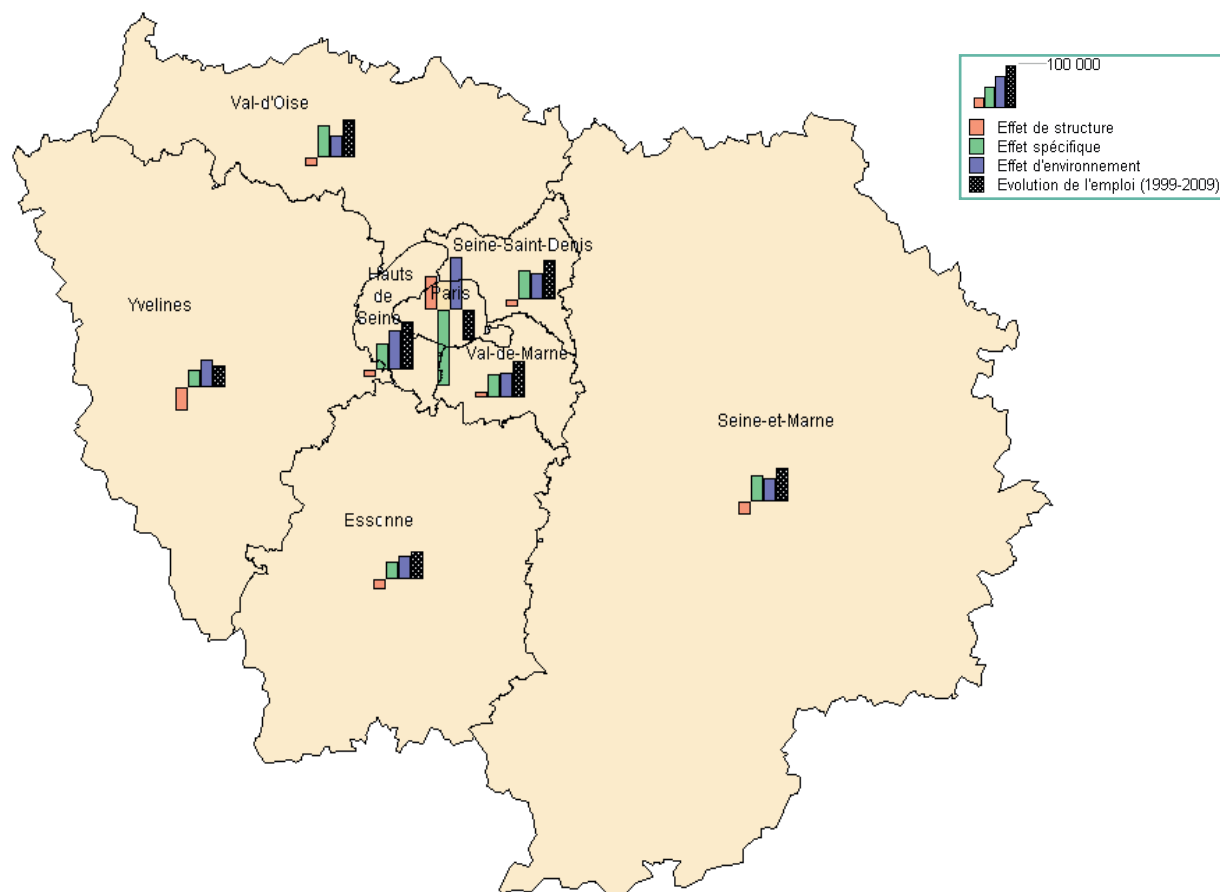
Paris se démarque en étant l'unique département à afficher un effet spécifique

négatif (- 171 700) alors que les effets locaux favorisent la création d'emploi dans les autres départements, notamment dans le Val-d'Oise (+ 37 000 postes de travail).

L'emploi salarié étant en hausse sur dix ans en Île-de-France, tous les départements affichent des effets d'environnement positifs. Cependant, une fois encore, Paris se

différencie en affichant la seule évolution de l'emploi négative de la région, soit - 36 100 salariés. Si l'évolution et la structure de l'emploi avaient été les mêmes à Paris que dans la région, le département aurait enregistré une progression de 93 100 emplois.

Évolution de l'emploi et contribution des effets (1999 - 2009)



Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

Quelles activités favorisent l'emploi ?

L'analyse shift-share par activité et par département

(Contribution de chaque effet à l'emploi)

Départements	Secteurs	Effet de structure	Effet spécifique	Effet d'environnement	Evolution de l'emploi (1999-2009)
Paris	Industrie	+	-	-	-
	Construction	-	-	+	-
	Tertiaire	+	-	+	-
Seine-et-Marne	Industrie	-	+	-	-
	Construction	+	+	+	+
	Tertiaire	-	+	+	+
Yvelines	Industrie	-	+	-	-
	Construction	+	+	+	+
	Tertiaire	-	+	+	+
Essonne	Industrie	-	+	-	-
	Construction	+	+	+	+
	Tertiaire	-	+	+	+
Hauts-de-Seine	Industrie	-	-	-	-
	Construction	-	-	+	-
	Tertiaire	+	+	+	+
Seine-Saint-Denis	Industrie	-	-	-	-
	Construction	+	+	+	+
	Tertiaire	-	+	+	+
Val-de-Marne	Industrie	+	+	-	-
	Construction	+	+	+	+
	Tertiaire	-	+	+	+
Val-d'Oise	Industrie	-	+	-	-
	Construction	+	+	+	+
	Tertiaire	-	+	+	+

Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

L'effet de structure : positif pour les départements spécialisés dans le tertiaire et la construction, pénalisant pour ceux dont le poids industriel est élevé

Paris, grâce à sa spécialisation dans le tertiaire, bénéficie le plus de l'effet de structure (+ 19 500 emplois). Les Hauts-de-Seine profitent également de ce secteur particulièrement dynamique (+ 200 postes). Dans les autres départements franciliens, le poids de l'emploi dans le tertiaire est plus faible ; les effets de structure sont donc négatifs.

Au niveau régional, en dix ans, les effectifs de la construction progressent (+ 12 %). L'effet de structure contribue à plus de 1 000 emplois dans la construction en dix ans en Seine-et-Marne, dans les Yvelines, en Essonne, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne.

Au niveau régional, les effectifs de l'industrie diminuent de 26 % depuis 1999. Paris, département peu industrialisé, enregistre donc un

effet de structure positif (28 600 emplois), tout comme le Val-de-Marne (+ 1 500). Dans les autres départements franciliens, la part de l'industrie dans l'emploi dépasse 14 % ; les effets de structure sont donc négatifs. En particulier, dans les Yvelines, en dix ans, 14 900 emplois auraient été sauvegardés dans l'industrie si la structure avait été identique à l'Île-de-France.

L'effet spécifique : négatif quel que soit le secteur à Paris

Dans le secteur du tertiaire, tous les départements sauf Paris (- 156 200 emplois) bénéficient de facteurs locaux. Ces derniers favorisent en particulier la croissance de l'emploi dans les Hauts-de-Seine (+ 43 100). Pour la construction, seuls les départements des Hauts-de-Seine (- 10 400 emplois) et de Paris (- 9 600 emplois) sont handicapés par des particularités locales.

Enfin, concernant l'industrie, Paris, les Hauts-

de-Seine et la Seine-Saint-Denis affichent des effets spécifiques négatifs.

L'effet d'environnement : positif pour le tertiaire et négatif pour l'industrie

Les effets d'environnement reflètent l'évolution des secteurs en Île-de-France. De fait, dans tous les départements, ces effets sont positifs pour la construction et le tertiaire. Si la structure et l'évolution des effectifs du tertiaire à Paris avaient été identiques à celles de l'Île-de-France, la capitale aurait enregistré 133 100 emplois supplémentaires au lieu de - 3 500.

En revanche, ces effets sont négatifs pour l'industrie dans tous les départements de la région. Certains départements (Paris, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise) auraient même enregistré des évolutions de l'emploi sur dix ans moins favorables dans l'industrie si l'évolution et la structure avaient été les mêmes qu'en Île-de-France.

Vous pouvez retrouver nos données régionales et nos publications statistiques sur notre site Internet :

www.observatoiredelemploi.fr

ou

nous contacter à l'adresse suivante :

Pôle emploi services

Direction Administrative et Financière, Gestion et Statistiques

Service Études et Statistiques

390, rue d'Estienne d'Orves

92709 COLOMBES CEDEX

Tél. : 01 46 52 20 14

E-mail : daf.poleemploiservices@pole-emploi.fr

Tirage à 1 500 exemplaires

ISSN 2101-6283

Directeur de la publication :

Jean-Louis TAUZIN

Directeur de Pôle emploi services

Directeur de la rédaction :

Benoît MERCKELBAGH

Directeur Administratif et Financier,

Gestion et Statistiques

Équipe rédactionnelle :

Frédéric SAVALLE

Responsable du Service Études et Statistiques

Christine BAUDUIN

Chargée d'études statistiques

Céline BRACONNIER

Chargée d'études statistiques

Évelyne BARDIN

Maquettiste PAO